

Sénégal : le premier ministre Sonko critique les droits LGBT «contraires à nos valeurs» en présence de Jean-Luc Mélenchon

Par [Elisabeth Pierson](#) et [AFP agence](#)

Publié à l'instant



Le premier ministre sénégalais Ousmane Sonko s'exprime lors d'une conférence avec Jean-Luc Mélenchon à l'université Cheikh Anta Diop à Daka, le 16 mai 2024. *Ngouda Dione / REUTERS*

Lors d'un discours devant les étudiants le 16 mai en présence du leader Insoumis, le populaire premier ministre sénégalais a condamné les «vellétés extérieures de nous imposer l'importation de modes de vie et de pensée contraires à nos valeurs», notamment sur les droits LGBT.

L'épisode n'a pas suffi à déstabiliser [Jean-Luc Mélenchon](#). Lors d'une conférence devant les étudiants au Sénégal le 16 mai, que le leader insoumis a été invité à co-animer avec le nouveau premier ministre [Ousmane Sonko](#), ce

dernier a condamné la défense des communautés LGBT qui, selon lui, est «*érigée en débat prioritaire au sein des opinions occidentales*». Pour le Sénégalais, dont le parti Pastef a gagné les élections présidentielles en avril, la promotion des droits des homosexuels alimente un «*sentiment anti-occidental dans beaucoup de parties du monde*».

«*Les velléités extérieures de nous imposer l'importation de modes de vie et de pensée contraires à nos valeurs risquent de constituer un nouveau casus belli*», a prévenu Ousmane Sonko devant des étudiants de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, lors d'un discours consacré aux relations entre l'Afrique et l'Europe. Mais dans des pays comme le Sénégal, cela soulève «*énormément de tensions et d'incompréhensions tant elle met face à face des cultures, des civilisations et des systèmes politiques à la vision diamétralement opposée*», a ajouté cet ancien chef de file de l'opposition sénégalaise, accusé par ses opposants politiques d'être proche des milieux salafistes.

Mélenchon assume

Lors de cette première allocution publique depuis la victoire de son parti à la présidentielle, qui a porté à la présidence Bassirou Diomaye Faye suite à une décision de justice rendant Ousmane Sonko lui-même inéligible, ce dernier a déploré que «*la question du genre revien(ne) régulièrement dans les programmes de la majorité des institutions internationales et dans les rapports bilatéraux*», jusqu'à se poser comme «*une conditionnalité pour différents partenariats financiers*».

Lui succédant au micro, Jean-Luc Mélenchon a défendu ses positions sur la question. «*Vous venez de dire sur quoi nous sommes en désaccord, je vous le confirme en effet*», a assumé le chef de la France insoumise, rappelant avoir été «*le premier législateur français*» ayant déposé un texte de loi sur la possibilité du mariage homosexuel. «*J'assume la position politique que j'ai voulue et je ne chercherai pas à vous l'imposer*», a-t-il assuré.

Au Sénégal, l'homosexualité est largement considérée comme une déviance. La loi réprime d'un emprisonnement d'un à cinq ans les actes dits «*contre nature avec un individu de son sexe*». Lorsque Jean-Luc Mélenchon a évoqué l'hypothèse qu'un jour, le pays d'Afrique de l'ouest vote comme la France pour légaliser le mariage pour tous, l'Insoumis s'est fait huer par les étudiants sénégalais, rapporte [RFI](#).

Les deux hommes ont toutefois retrouvé un terrain d'entente lorsqu'Ousmane Sonko, chantre d'un souverainisme et panafricanisme social, s'en est pris durement à l'attitude de Paris lors de la répression contre son camp sous l'ancien président Macky Sall, accusant la présidence Macron d'avoir incité à la «*persécution*». Devant un public conquis et bouillant, il s'est livré à une vive critique de l'action passée et récente de l'Occident, de l'Europe et de la France. Après les «*relations léonines au détriment des Africains*», il a affirmé la volonté d'une coopération «*fondée sur le respect mutuel et la reconnaissance des aspirations légitimes de chaque nation à la souveraineté*».

Il a salué le soutien constant de Jean-Luc Mélenchon, notamment lors du bras de fer que lui et son parti ont livré au pouvoir de 2021 à 2024 et qui a causé des dizaines de morts et des centaines d'arrestations. «*Vous n'avez jamais entendu le gouvernement français dénoncer ce qui s'est passé*», a-t-il déploré. «*C'est une incitation à la répression, une incitation à la persécution et à l'exécution de Sénégalais qui n'avaient (commis d'autre) crime que d'avoir un projet politique*».

La rédaction vous conseille

- [**«Le Sénégal vit une révolution panafricaine, anticoloniale et conservatrice»**](#)
- [**Sénégal: un tandem inédit pour diriger le pays**](#)

Sujets

Sénégal

Jean-Luc Mélenchon

LGBT
